

Au sommaire

FAITS SAILLANTS

- Les hommes, femmes et enfants sont les principales victimes des tensions et de la violence exercés dans le pays et la RCA reste également un des contextes les plus dangereux pour les travailleurs humanitaires. 396 incidents affectant directement le personnel ou les biens humanitaires, soit plus d'un incident par jour, ont été enregistrés tout au long de l'année 2018.
- Le Plan de Réponse Humanitaire 2018 demandant US\$ 515,6 millions a reçu \$254,9 millions soit 49% des financements requis. Les acteurs humanitaires ont fourni une assistance multisectorielle à environ un million de personnes.
- La Coordinatrice humanitaire pour la RCA, Madame Najat Rochdi, alloue 1 550 000 dollars américains dans le cadre d'une allocation de réserve du Fonds Humanitaire pour la RCA.



P.1 Les humanitaires touchés par l'insécurité

P.2 Environ 19 000 personnes déplacées à Bakouma et ses environs

P.3 Détérioration de la situation humanitaire à Batangafo

P.4 Allocation de réserve 2019 du Fonds Humanitaire

Les humanitaires touchés par l'insécurité

Au moins 396 incidents ont touché directement des personnels ou biens humanitaires au cours de l'année 2018

La situation sécuritaire en République centrafricaine (RCA) demeure très précaire, suite à la résurgence des conflits dans plusieurs régions du pays. A l'aube de la nouvelle année, un travailleur humanitaire a été tué dans la ville de Batangafo, préfecture de l'Ouham le 5 janvier par des hommes armés. Le gardien d'une organisation non-gouvernementale a été blessé par balle lorsqu'il a essayé de protéger la base de l'organisation pendant un cambriolage violent. Malgré le secours d'urgence, le gardien a rendu l'âme suite aux blessures. La Coordinatrice Humanitaire pour la République centrafricaine, Najat Rochdi, est choquée et attristée par ce meurtre.

« Je suis consternée et bouleversée par ce meurtre ignoble, qui illustre à nouveau un manque flagrant de respect pour la vie humaine et pour le travail essentiel des humanitaires en Centrafrique. Je condamne toute attaque contre les humanitaires. Les civils et les humanitaires ne sont pas une cible ! », déplore la Coordinatrice Humanitaire. Madame Rochdi appelle également toutes les parties à respecter les civils et à veiller à ce que les travailleurs humanitaires puissent accomplir leur mission en toute sécurité. Ce meurtre représente le premier humanitaire tué en 2019.

Les hommes, femmes et enfants sont les principales victimes des tensions et de la violence exercée dans le pays et la RCA reste également un des contextes les plus dangereux pour les travailleurs humanitaires. 396 incidents affectant directement le personnel ou les biens humanitaires, soit plus d'un incident par jour, ont été enregistrés pendant l'année 2018, comparé à 337 en 2017. Cela représente une hausse de 17,5 %. Plus de 17 bases ou entrepôts d'organisations humanitaires ont été pillés et 30 véhicules d'organisations humanitaires ont été volés. Cette insécurité généralisée et les incidents qui ont affecté directement les acteurs et biens humanitaires ont abouti à des suspensions temporaires d'activités par des nombreux partenaires humanitaires. Alindao, Bangui, Batangafo, Bambari, Bossangoa, Bouca, Bria, Kaba et Kaga Bandoro sont les sous-préfectures où les acteurs humanitaires ont été les plus touchés.

CHIFFRES CLEFS

# de personnes déplacées	648 516
# de réfugiés centrafricains	576 000
Population ayant besoin d'une aide humanitaire	2,9 M
Population touchée par l'insécurité alimentaire	1,9 M

FINANCEMENT

430,7 millions \$
requis pour le Plan de réponse humanitaire en 2019

13.1 millions \$

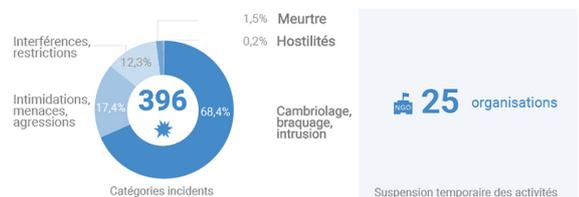
ont été mobilisés au 31 janvier 2019, soit 3% des fonds.

OCHA encourage les partenaires et les bailleurs à rapporter leurs financements à travers le Financial Tracking Service (FTS). Cette action collective permet de suivre dans la transparence le taux de financement du Plan de Réponse Humanitaire, analyser les gaps et les besoins et prendre les décisions stratégiques appropriées pour l'allocation des fonds.

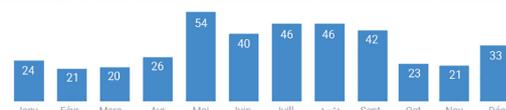
INCIDENTS SÉCURITAIRES AFFECTANT DIRECTEMENT LE PERSONNEL ET LES HUMANITAIRES



ANALYSE DES INCIDENTS SÉCURITAIRES AFFECTANT DIRECTEMENT LES PERSONNELS ET BIENS HUMANITAIRES



ANALYSE DES INCIDENTS SÉCURITAIRES AFFECTANT DIRECTEMENT LES PERSONNELS ET BIENS HUMANITAIRES



Environ 19 000 personnes déplacées à Bakouma et ses environs

Déplacement suite aux affrontements

Les affrontements entre les groupes armés le 31 décembre 2018 dans la ville de Bakouma (107 km au nord de Bangassou, préfecture de Mbomou) ont occasionné le déplacement d'environ 19 000 personnes de Bakouma et ses environs. Au 23 janvier 2019, les organisations humanitaires ont enregistré 7 917 personnes déplacées dans la ville de Bangassou et 2 401 personnes au village de Niakari (16 km au nord de Bangassou). Environ 561 déplacées d'Alindao ont aussi été identifiées à Bangassou et plus de 7 000 déplacées signalées sur l'axe Bangassou-Niakari-Bakouma. Environ 950 personnes qui avaient quitté la ville de Lego (10 km à l'est de Bakouma) vers la brousse seraient déjà retournées dans ladite localité.

Réponse humanitaire

Afin d'apporter l'assistance vitale aux personnes les plus vulnérables dans cette zone, la communauté humanitaire a effectué des évaluations multisectorielles pour identifier leurs besoins. A Bangassou, grâce aux acteurs de santé et de la nutrition, 17 blessés par balle ont été pris en charge, ainsi que plusieurs blessés légers ; des médicaments ont aussi été fournis à la clinique mobile installée à la Mairie, utilisée comme le point de rassemblement et d'enregistrement des personnes déplacées. Des intrants médicaux ont été positionnés pour couvrir l'assistance sanitaire d'urgence à Bakouma, Bangassou et sur les axes. Les cliniques mobiles et la surveillance nutritionnelle se poursuivent dans les formations sanitaires de Tokoyo et Ngoulapalo, ainsi que des cliniques mobiles au bénéfice des populations déplacées dans les familles d'accueil.



©OCHA/Petula Malo, Bangassou, Préfecture de Mbomou. Les personnes déplacées reçoivent l'assistance alimentaire.

Les acteurs humanitaires ont distribué 100 tonnes de vivres à 21 000 personnes déplacées internes (PDI) à Bangassou et Bakouma. La ration est pour 10 jours. Environ 3 500 kits d'articles non alimentaires ont été pré-positionnés, 2 500 desquels ont été distribués. 1 154 ménages (6 565 personnes) à Bangassou ont reçu chacun 20 000 FCFA (environ 35 dollars américains) en espèce ainsi que des kits d'articles non alimentaires. 5 forages en panne dans la ville sont en cours de réparation et des puits sont en construction dans les localités de Yougousaba et Batimikila. Cinq rotations d'avion ont eu lieu pour faciliter la réponse humanitaire, ainsi qu'une mission d'évaluation du cluster télécommunications d'urgence. Une assistance en éducation est planifiée pour 1 300 enfants déplacés dont 500 enfants du cycle primaire et 800 enfants du cycle secondaire qui ne suivent pas les cours actuellement.

Sur l'axe Bangassou-Kitika, 200 PDI ont été prises en charge, les centres de santé de Vougba et Ouanda ont été renforcés en médicaments et des cliniques mobiles ont été déployées sur cet axe. En appui aux 7 000 personnes déplacées sur l'axe Bangassou-Niakari-Bakouma, des motards et véhicules ont été envoyés pour transporter des personnes blessées à l'hôpital ainsi que les personnes âgées et les enfants. Un poste de santé a été mis en place au village Bago à PK 90 sous la responsabilité des agents de santé qui ont fui Bakouma et qui se trouvent dans les environs. Sur le même axe, 3 850 personnes déplacées qui se trouvent entre Bago et Nakando, localités situées respectivement à 40 et 11 Km au sud de Bakouma, ont reçu 18,569 tonnes des vivres. 2 cartons kit 3 (post-viol) pour environ 100 survivantes, ainsi que 500 kits dignité pour les femmes et filles vulnérables ont été acheminés à Bangassou.

Au village de Niakari, le centre de santé a été renforcé en médicaments et une distribution d'articles non alimentaires est prévue pour tous les 2 401 déplacés enregistrés. Environ 451 ménages (2 047 personnes) à Niakari ont reçu des kits d'articles non alimentaires.

Détérioration de la situation humanitaire à Batangafo

Le calme avant la tempête

Après les violences qui ont été enregistrées à Batangafo (Préfecture de l'Ouham) à la fin du mois d'octobre 2018, un calme relatif est observé dans cette ville depuis novembre, grâce aux diverses actions de plaidoyer qui ont été entreprises par les acteurs humanitaires qui s'occupent de la protection des civils, ainsi que l'implication des leaders communautaires dans la sensibilisation des groupes armés et des communautés. La MINUSCA a également renforcé le dispositif de sécurité dans la ville et entrepris des actions de médiation entre les groupes armés belligérants, en partenariat avec les autorités locales.

Cette amélioration a permis aux 12 000 personnes qui s'étaient réfugiées à l'hôpital sous-préfectoral de Batangafo de regagner le site de PDIs de Batangafo, au début de l'année 2019. La même dynamique a été observée sur les autres points de refuge (autour de la base MINUSCA, l'École Bercaïl, et en brousse). Au 31 janvier 2019, l'effectif des PDIs dans les sites de Batangafo centre était estimé à 22 000 personnes. Plus de 9 000 autres étaient enregistrés en familles d'accueil dans la même ville. La diminution de la tension et des violences à Batangafo a également favorisé l'amélioration de la circulation de la population, permettant ainsi à la communauté de Lakouanga (estimé à 7 000 personnes) d'avoir à nouveau un libre accès à l'hôpital de Batangafo, après environ 2 mois de privation suite à des menaces de la part d'éléments armés. Les acteurs humanitaires ont continué à fournir une assistance multisectorielle en ville et ont repris les mouvements et les interventions sur les axes périphériques de Batangafo.



©OCHA/Batangafo, Préfecture de l'Ouham, RCA. Distribution alimentaire aux personnes plus vulnérables

Inversion de tendances

Beaucoup de signaux enregistrés depuis le début de l'année 2019 laissent toutefois craindre une inversion de tendances. Sur les axes périphériques de Batangafo, depuis le début de l'année 2019, les tensions entre éleveurs transhumants et agriculteurs, liées à la période de transhumance, ont entraîné des actes de violence et des mouvements de populations. C'est le cas du déplacement d'environ 7 500 personnes des villages situés sur l'axe Batangafo - Lady (14 Km au Sud-Est de Batangafo) et sur l'axe Bouca et de 1 500 personnes sur l'axe Batangafo - Kambakota (16-22 Km à l'Ouest de Batangafo) au cours de la période du 2 au 9 janvier 2019. Dans la plupart de cas pourtant, ces nouveaux déplacés sont des personnes qui étaient retournées dans les zones concernées au cours des derniers mois. L'accès limité aux champs, au travail et aux moyens de subsistance suite à la résurgence de l'insécurité, sont à l'origine de l'amplification des vulnérabilités de ces personnes et de l'augmentation des besoins humanitaires dans la zone.

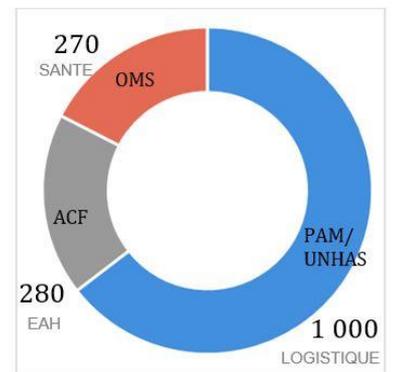
Parallèlement à cela, un regain de cas d'agressions et de braquages des civils par des individus armés est observé dans la ville de Batangafo et ses environs. Ainsi, au cours du mois de janvier 2019, plus de 35 incidents de protection affectant les civils sont rapportés, dont plus de 90% affectent des femmes. Les humanitaires n'ont pas non plus été épargnés : au courant du mois en revue, 7 braquages affectant les humanitaires ont été enregistrés, dont 4 sur des convois humanitaires sur les axes périphériques de Batangafo et 3 cas sur les bases et/ou domiciles à Batangafo centre. Un travailleur humanitaire a

même trouvé la mort au cours d'un des braquages d'une base au début du mois. Cette situation, qui a déjà occasionné des suspensions temporaires des activités et/ou de mouvements de certains partenaires, risque de compromettre la mise en œuvre des activités humanitaires dans un contexte où les besoins humanitaires sont en augmentation.

Cette situation met en exergue la fragilité du contexte de la zone, malgré quelques progrès, et surtout le besoin de maintenir les efforts qui ont été entrepris ces derniers mois par les différentes parties prenantes en vue de protéger la population civile, et de sauvegarder l'espace humanitaire.

Allocation de réserve 2019 du Fonds Humanitaire

Le début de l'année 2019 a été marqué par la détérioration de la situation sécuritaire, avec une augmentation des attaques contre les civils et les travailleurs humanitaires ainsi que des besoins humanitaires croissants. C'est dans ce contexte, après consultation du Comité Consultatif, que la Coordonnatrice humanitaire pour la RCA, Madame Najat Rochdi a validé une enveloppe de 1 550 000 dollars américains pour une allocation de réserve d'urgence sous le Fonds Humanitaire de la République centrafricaine (FH-RCA). Cette allocation est la première de l'année 2019 et se focalise principalement sur deux priorités urgentes : apporter un appui financier au service aérien humanitaire des Nations Unies (UNHAS), et renforcer la réponse en cours par rapport à l'épidémie d'hépatite E à Bocaranga et ses environs.



Une bouffée d'air pour UNHAS

Une enveloppe de 1 000 000 dollars américains du fonds humanitaires a été approuvée pour financer le service aérien humanitaire (UNHAS) menacé de cessation d'activités pour manque de fonds.

Depuis décembre 2018, le PAM tire la sonnette d'alarme sur le manque cruel de financement d'UNHAS, qui risque de clouer ses avions au sol. Cent soixante (160) organisations dépendent de ce service onusien pour mettre en œuvre et suivre les activités humanitaires en Centrafrique.

Plus de 20 000 passagers ont été transportés par UNHAS en 2018, soit une augmentation de 8,4% par rapport à 2017. Au mois de novembre 2018 uniquement, UNHAS a assuré le transport de plus de 2 000 travailleurs humanitaires, un record pour un seul mois depuis le début de ses opérations en RCA en 2006. UNHAS a également facilité 26 évacuations médicales et soutenu la réinstallation de 193 travailleurs humanitaires de 25 organisations différentes.

En 2019, environ 11.8 millions de dollars américains sont requis en urgence pour permettre à UNHAS de continuer à appuyer les acteurs humanitaires travaillant dans les zones les plus reculées du pays où des besoins aigus demeurent.

Appui à la réponse en cours à l'épidémie d'hépatite virale E

En dépit des efforts menés par les partenaires humanitaires sur place (ACF, CORDAID, DRC, IRC, Mentor Initiative, MSF et OMS), l'épidémie d'hépatite virale E déclarée depuis le 2 octobre 2018 continue de sévir dans les sous-préfectures de Bocaranga, Koui et Ngaoundaye. Les besoins continuent à s'accroître dans les secteurs de l'eau-hygiène-assainissement et de la santé selon une analyse conjointe réalisée par les clusters Eau-Hygiène-Assainissement et la Santé le 6 janvier 2019.

En effet, cette analyse conjointe a relevé les besoins les plus urgents suivants : améliorer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, assurer le suivi et la coordination opérationnelle des interventions, assurer la gratuité des soins à l'Hôpital de Bocaranga, appuyer l'investigation des cas et à acheminer des prélèvements à l'Institut Pasteur de Bangui.

C'est ainsi qu'une enveloppe de 550 000 dollars américains dont 280 000 \$ pour le cluster EAH et 270 000 \$ pour le cluster santé a été approuvée par le FH RCA afin de permettre aux partenaires déjà actifs d'accroître la réponse prioritaire identifiée par les deux clusters.

Success story : le programme de réinsertion socio-économique change la vie d'Oscar

Oscar Zalinga* a 16 ans et il habite à Paoua, préfecture de l'Ouham Pendé, dans le quartier Cité Aérodrome, à 30 minutes du marché. Oscar vit avec sa mère qui est cultivatrice et ses quatre sœurs. Il est l'aîné de la famille. Oscar a cessé d'aller à l'école à l'âge de 13 ans lorsque son père est décédé.

« Notre père était notre seul soutien. Ma mère n'avait plus les moyens de nous nourrir. Comme je suis le premier fils, j'ai décidé de trouver un moyen d'appuyer ma famille et je me suis engagé aux côtés du groupe armé *Révolution Justice* (RJ). J'ai commis beaucoup d'actes inciviques lorsque j'étais avec eux. J'étais agressif et brutal mais je ne bénéficiais de rien. Je ne gagnais pas d'argent. Je n'avais pas de liberté et je n'avais pas droit à l'erreur à cause des punitions sévères que je risquais de subir si je n'agissais pas comme les chefs le souhaitent » dit Oscar Zalinga.

« Aujourd'hui, j'ai beaucoup de commandes. Ce programme m'a donné le goût de vivre », Oscar Zalinga

Grâce aux financements reçus du Fonds Humanitaire de la RCA, UNICEF et ses partenaires ont permis à Oscar de participer à un programme de réinsertion socio-économique. Dans le cadre de ce programme, Oscar a bénéficié d'un appui psycho-social et a participé à de nombreuses discussions de groupes. Il a aussi choisi de suivre un programme de couture. Sa formation a duré trois mois. Lorsqu'il a réussi son cours de couture, Oscar a reçu une machine à coudre et quelques tissus pour démarrer son petit commerce.



©UNICEF/AFRBD, Paoua, Préfecture de l'Ouham Pendé, RCA. Oscar Zalinga devient couturier grâce aux financements du Fonds Humanitaire

« Les besoins pour la couture ici à Paoua sont énormes. J'ai opté pour ce métier pour avoir les moyens d'aider ma mère qui s'occupe seule de la famille. Aujourd'hui, j'ai beaucoup de commandes. Ce programme m'a donné le goût de vivre. L'appui psychosocial ainsi que les groupes de discussion m'ont beaucoup aidé. Maintenant, en plus d'avoir un métier, je connais le pardon, j'ai appris ce qu'est la cohésion sociale et le vivre-ensemble.

Un jour je suis allé demander pardon à une personne que j'avais grièvement blessée au couteau. Elle m'a pardonné. Cela m'a donné le courage d'être positif dans la vie, de devenir un bon citoyen, d'être respecté, de gagner ma vie et de construire ma famille. Je veux aussi avoir beaucoup d'argent grâce à ma formation et la machine à coudre que j'ai reçue grâce au programme. J'étais un enfant associé aux groupes armés. J'ai commis des actes graves. Aujourd'hui, je veux former les jeunes et devenir un modèle pour les enfants de ma communauté » souligne Oscar Zalinga.

*Nom fictif

Investir dans la sécurité alimentaire et l'accès à l'eau aux personnes démunies

Pour aider les ménages à reconstruire le tissu social, l'ONG nationale d'Aide d'Urgence pour le Développement Socioéconomique de Centrafrique (AUDESEC), a appuyé des groupements agricoles dans le renforcement de leurs capacités en productions maraichères. Du 2 juillet au 15 septembre 2018, AUDESEC, a formé 60 personnes, membres de 30 groupements agricoles répartis dans les 4ème, 7ème et 8ème arrondissements de Bangui ainsi que la commune de Bimbo. Environ 450 ménages soit 2 250 personnes ont pu avoir des récoltes fructueuses suite à cette formation. Les produits vendus ont permis aux chefs de ménages de répondre aux besoins prioritaires de leur famille.

AUDESEC a également contribué à la lutte contre la malnutrition des personnes déplacées. En octobre 2017, dans le 7ème arrondissement de Bangui, lors des évaluations, 227 enfants malnutris dont 123 garçons et 104 filles ont été enregistrés au centre de santé de Kassai. Ce chiffre a connu une baisse significative après la vente des légumes en Novembre 2018. Le nombre d'enfants souffrant de la malnutrition est passé de 227 enfants malnutris à 54. Ces activités ont été menées sur les fonds propres de l'organisation.



©ONG AUDESEC, Préfecture de la Kémo, RCA. Une réunion d'évaluation avec la population retournée

Du 4 au 10 Novembre 2018, dans la préfecture de la Sangha-Mbaéré, une évaluation menée par AUDESC a révélé que la population de la commune de Bambio n'a pas accès à l'eau potable. Sur une population d'environ 17 000 habitants, seulement 29% ont accès à l'eau potable. C'est auprès des eaux de puits non-traités que la population se ravitaille, avec le risque de maladies hydriques comme la diarrhée. AUDESEC, envisage une assistance à ces personnes.

Créée en 2014, l'ONG d'Aide d'Urgence pour le Développement Socioéconomique de Centrafrique (AUDESEC) intervient dans les préfectures de la Sangha-Mbaéré, la Nana-Gribizi, le Mbomou, la Ouaka, l'Ombella-M'Poko et la Lobaye. Elle intervient dans le domaine de la sécurité alimentaire, de l'Eau, hygiène et assainissement. Son siège se trouve aux 200 Villas dans le 1er arrondissement de Bangui. Contacter AUDESEC : +236 75 40 04 71, Courriel : ongaudesec-rca@gmail.com.

En bref

Réunion sur la situation humanitaire en République centrafricaine

La Ministre de l'Action humanitaire et de la réconciliation nationale de la République centrafricaine Son Excellence Madame Virginie Baïkoua, et la Coordinatrice humanitaire pour la RCA, Madame Najat Rochdi, ensemble avec le Comité de Coordination des Organisations non-gouvernementales (CCO) et des représentants de l'Equipe Humanitaire Pays, ont présidé conjointement une réunion de présentation et d'échanges sur la situation humanitaire en République centrafricaine le 18 janvier 2019 à Yaoundé au Cameroun. Le corps diplomatique accrédité auprès de la République du Cameroun, les représentants des agences du système des Nations Unies, des organisations internationales et non gouvernementales ainsi que la presse ont participé à cette réunion. Le corps diplomatique a réitéré son appui à la communauté



©OCHA/Laura Fultang, Yaoundé, Cameroun. Les participants de la réunion sur la situation humanitaire en République centrafricaine

humanitaire et a condamné la violence envers les travailleurs humanitaires. Ils ont appelé toutes les parties au conflit à respecter leurs obligations en vertu du droit international humanitaire et à respecter la neutralité des structures médicales et éducatives.

Le saviez-vous ?



Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Karen Perrin, Chef de Bureau, a.i, perrink@un.org, Tel. (+236) 70 73 53 20

Laura Fultang, Unité de l'Information Publique, fultangl@un.org, Tel. (+236) 70 18 80 64

Les bulletins humanitaires d'OCHA sont disponibles aux adresses suivantes : www.unocha.org/car | www.unocha.org